

Monsieur le Président, à l'article 33, paragraphes (4) et (5), on dit, et je cite:

Dans le cas du transfert visé au paragraphe (4), l'administrateur peut conclure des accords avec les compagnies de chemins de fer pour l'exploitation des wagons en cause, sous réserve des accords déjà conclus par le ministre.

Monsieur le Président, nous avons souvent dit dans les débats qu'une chose très importante dans l'Ouest du Canada, c'est d'avoir avec la Commission canadienne du blé les pouvoirs pour organiser le système de transport du blé dans l'Ouest du Canada, organiser des systèmes de transport parce que ce sera une chose très importante. Et pendant l'été, au mois de septembre, devant le comité spécial pour l'étude de ce projet de loi, M. Jarvis, qui est le président de la Commission canadienne du blé a dit, et je cite: "La Commission comme tout autre organisme qui vend un produit doit, pour assurer un bon rendement, contrôler le transport de son produit. C'est pourquoi la Commission a toujours estimé que le réseau qui a été mis au point en collaboration avec le centre de l'industrie du grain doit être administré et contrôlé par la Commission."

Il est très clair, monsieur le Président, que M. Jarvis, qui est le président de la Commission canadienne du blé, doit voir l'administration, doit voir le contrôle du système de transport du blé avec la Commission du blé.

Mais, monsieur le Président, si nous avons un projet de loi et un article comme l'article 33, il n'y aura pas une grande différence, parce que l'administrateur doit avoir beaucoup de pouvoirs pour la location du système autocar.

Et, monsieur le Président, dans notre pays malheureusement, nous avons donné beaucoup d'argent à CP Rail depuis 1881.

J'ai en main des chiffres très importants qui viennent des rapports annuels de CP Rail et du CN, où nous avons donné en dollars de 1982, 13.5 millions de dollars en subventions directes à CP Rail. Et nous avons ici, par exemple, en 1960, une subvention directe de 12.9 millions de dollars; en 1961, 32.3 millions de dollars. Monsieur le Président, c'est pourquoi le gouvernement en face de moi ce soir doit avoir plus de pouvoirs avec CP Rail, parce que pendant beaucoup d'années maintenant, nous avons donné beaucoup aux sociétés de chemins de fer.

Et je me souviens très bien aussi, pendant la campagne électorale, où le CP Rail a donné beaucoup d'argent, pas seulement au parti libéral, mais aussi au parti progressiste conservateur. Le député de Kindersley-Lloydminster (M. McKnight) est ici et je suis très certain qu'il a reçu beaucoup d'argent de CP Rail pour sa campagne électorale. Je suis certain que son parti, au niveau national, ici à Ottawa, a reçu beaucoup d'argent. Mais c'est un bon investissement, monsieur le Président, pour CP Rail, parce qu'en 1963, la Société a reçu encore 31.6 millions de dollars du gouvernement fédéral. En 1964, 31.9 millions de dollars. En 1965, 37.8 millions de dollars du gouvernement fédéral; en 1967, 52.2 millions de dollars du gouvernement fédéral. Et, monsieur le Président, je suis scandalisé parce que l'argent que nous avons donné aux sociétés de chemins de fer est de l'argent qui provient des goussets des contribuables de ma circonscription, des fermiers, des ouvriers, des employés des petites entreprises et d'autres.

Transport du grain de l'Ouest—Loi

Je vais continuer. En 1968, 38.7 millions de dollars étaient versés à CP Rail. En 1970, 27.8 millions de dollars étaient versés à CP Rail. En 1971, c'est encore un gouvernement fédéral libéral: 32.0 millions de dollars; en 1972, 35.5 millions de dollars; 1973, 54.9 millions de dollars; 1974, 61.1 millions de dollars; 1975, 93 millions de dollars; 1976, 84.6 millions de dollars. Mais à partir de 1977, nous avons dépassé les 100 millions de dollars: 112.8 millions de dollars étaient versés au CP Rail dans le pays.

Monsieur le Président, c'est un gros cadeau. Nous avons joué au Père Noël depuis longtemps avec CP Rail. Voilà pourquoi CP Rail doit voir le changement dans la législation relative du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. En 1978, encore une autre augmentation très grande, nous avons dépassé encore les 100 millions de dollars: jusqu'à 129.1 millions de dollars. En 1979, 186 millions de dollars ont été versés en subventions à CP Rail. C'est une année où nous avions un gouvernement progressiste conservateur, il n'était pas libéral, et c'était l'honorable Joe Clark qui était premier ministre, et c'était encore la même chose, savoir une subvention massive accordée à CP Rail. C'est peut-être la même chose.

Mais il y a trois ans, en 1980, nous avons dépensé la somme de 200 millions de dollars, savoir une subvention massive de l'ordre de 221.6 millions de dollars et en 1981, 232.7 millions de dollars.

Monsieur le Président, vous comprenez sans doute maintenant les raisons pour lesquelles CP Rail appuie très fortement le gouvernement libéral dans ce pays, car ce dernier veut changer le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. C'est une bonne chose pour CP Rail. Il a reçu beaucoup d'argent des contribuables de votre circonscription d'Ottawa-Ouest, de ma circonscription, Yorkton-Melville, de Vancouver-Kingsway ou n'importe où au pays.

Voilà pourquoi j'ai décidé, nous avons décidé, le Nouveau parti démocratique, de lutter très fortement contre le gouvernement de M. Trudeau et contre le parti progressiste conservateur pour arrêter le mouvement visant à abolir le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. C'est pourquoi, monsieur le Président, j'espère que les députés progressistes conservateurs, les députés libéraux seront avec nous en appuyant les motions n^{os} 55 et 56, qui sont au nom du député de Regina-Ouest (M. Benjamin).

J'aimerais signaler un autre point, savoir la Commission canadienne du blé, laquelle est très importante pour le producteur dans l'Ouest du Canada. Il est très important d'avoir un organisme comme celui-là, un organisme collectif pour les fermiers dans l'Ouest du Canada, semblable à un syndicat pour les ouvriers, ou à une association médicale pour les médecins, ou à une association pour les avocats. Cela est très important pour les fermiers. Et je me souviens très bien lorsque j'étais petit garçon, quand mon grand-père a parlé du temps, ici, au Canada où nous avons eu une commission du blé, où il y avait seulement la bourse à Winnipeg, une bourse à Chicago, la *Ritchardson Grain Exchange* et le reste, où le prix du grain, le prix du blé, le prix d'autre chose était fixé par quelques capitalistes dans le monde.